



LES CHÔMEUR·ES SONT TRAQUÉS POUR QU'AKSIS PUISSE SE GAVER

Face aux attaques répétées et incessantes du gouvernement et du patronat contre le service public de l'emploi, nous – chômeur·es, précaires, salarié·es et agents de Pôle emploi – refusons de les laisser faire.

Les réformes de l'assurance chômage de ces dernières années cherchent à précariser les salarié·es privés d'emploi pour leur imposer n'importe quel travail à n'importe quelles conditions. Réduction des allocations, réduction de la durée d'indemnisation, contrôle incessants, sanctions de plus en plus brutales : **plus le chômage se massifie, plus le chômeur est jugé seul responsable de sa situation, sommé de se justifier**, condamné à se vendre pour un salaire de misère.

France Travail promet de continuer le **dépeçage du service public de l'emploi pour le livrer aux appétits mercantiles des prestataires privés**. Demain, les chômeur·es seront livrés en pâtures aux boîtes privées, **les Feracci, les Sécafi et autres Aksis, qui seront chargées de les soumettre aux seuls intérêts du marché**, d'en faire une main d'œuvre docile et soumise.

La prochaine réforme vise les bénéficiaires du RSA, la frange la plus précaire de la population, soupçonnés, accusés et jugés d'être les privilégiés du système et sommés de s'inscrire à Pôle emploi. La sournoiserie est totale : **soumettre les bénéficiaires du RSA aux impératifs d'un marché du travail toujours plus brutal, quitte à radier ceux considérés comme inemployables, et finaliser cet immense transfert des revenus publics vers les fonds privés** en enrégimentant les bénéficiaires du RSA dans les prestations d'accompagnement inutiles et paternalistes de ces prestataires.

Les boîtes privées et l'État se font de l'argent sur le dos des chômeurs avant d'en faire de la chair à patron bon marché et corvéable à merci. **Pire que Pôle emploi, ça semble possible**. Nous – chômeur·es, précaires, salarié·es et agents de Pôle emploi – sommes là **pour dénoncer cette ignoble entreprise de démantèlement des services publics, de criminalisation des salarié·es privés d'emploi et de traque des franges les plus précaires de la population** incarnée par la société Aksis, ogre et fossoyeur au service des politiques mortifères du gouvernement.

Le gouvernement promet 15 à 20 heures d'activité par semaine aux bénéficiaires du RSA pour remplir les poches d'Aksis ? **Nous répondons à l'appel et nous voici !**

